

L'Aigle Infos

L'information qu'il vous faut!



HEBDOMADAIRE INDÉPENDANT D'INFORMATIONS GÉNÉRALES N°297 DU LUNDI 09 OCTOBRE 2023 - PRIX: 3000 GNF - ZONE CFA : 500

Interview

**PREMIER JOUR DE LA RENTRÉE
SCOLAIRE 2023**

P.3

**Le ministère accuse les
parents d'élèves pour la faible
mobilisation (porte-parole)**



Édito à vue d'Aigle

**Entre le marteau des partisans
et l'enclume des détracteurs**

Depuis le 5 septembre 2021, le jour où il a renversé le régime d'Alpha Condé, c'est le colonel Mamadi Doumbouya, ancien commandant du groupement des Forces spéciales, qui est aux commandes de la Guinée. Il promet d'organiser des élections libres et transparentes, de la base au sommet (communales, législatives, présidentielle) pour remettre le pouvoir aux civils. Mais deux ans après son coup de force qui avait été applaudi par une bonne frange de la population guinéenne, les Guinéens sont divisés sur la façon dont la transition est conduite par le locataire du palais Mohammed V... P.2

LA LFR 2023 PROMULGUÉE P.4



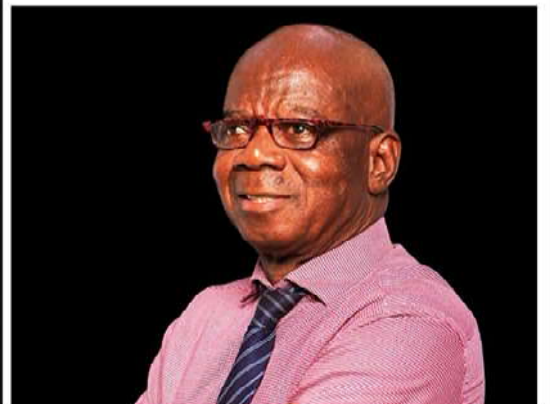
**L'économiste Kaba DIANE
dit ce qu'il faut savoir sur
cette importante décision**

ENVIRONNEMENT P.5



**Le président de la filière bois se
prononce sur la fin du repos
biologique des massifs forestiers**

LIGUE DES CHAMPIONS P.8



**La Ligue des champions ou le
duel des muscles**

ARMÉE GUINÉENNE P.3

**La radiation du commandant
Aly Camara fait réagir son avocat**

INCENDIE AU TRÉSOR PUBLIC P.4

**Le ministre Moussa Cissé
rassure les Guinéens**

ISRAËL

**Comment la plus puissante
armée du Moyen-Orient a été prise
par surprise par le Hamas** P.10

Édito à vue d'aigle



Entre le marteau des partisans et l'enclume des détracteurs

Depuis le 5 septembre 2021, le jour où il a renversé le régime d'Alpha Condé, c'est le colonel Mamadi Doumbouya, ancien commandant du groupement des Forces spéciales, qui est aux commandes de la Guinée. Il promet d'organiser des élections libres et transparentes, de la base au sommet (communales, législatives, présidentielle) pour remettre le pouvoir aux civils. Mais deux ans après son coup de force qui avait été applaudi par une bonne frange de la population guinéenne, les Guinéens sont divisés sur la façon dont la transition est conduite par le locataire du palais Mohammed V.

Pour ses chauds partisans, le colonel Mamadi Doumbouya est l'homme de la situation pour redresser la Guinée au triple plan social, économique et politique. Ils citent invariablement les grands chantiers ouverts à travers le pays par le président du CNRD et son gouvernement: construction des

infrastructures (routes, barrages hydroélectriques, hôpitaux, voie ferrée, écoles, aéroport, aérodromes, aires de jeux, stades, etc.). Sans oublier la récupération des biens et domaines de l'Etat qui, ces dernières années, avaient été spoliés par des hauts cadres de l'administration publique dans l'exercice de leurs fonctions. Il y a aussi la justice proclamée comme la boussole pour tout le monde pendant cette transition. Le très sensible procès des événements tragiques du 28 septembre 2009 s'est ouvert au tribunal criminel de Dixinn délocalisé à la cour d'appel de Conakry, à la grande joie des victimes et de leurs proches qui ne demandent qu'à être rétablis dans leurs droits.

Par contre, les détracteurs du tombeau d'Alpha Condé pointent le manque de visibilité et de lisibilité dans la conduite de la transition en vue d'un retour apaisé à l'ordre constitutionnel. Ils dénoncent les nombreux cas de morts enregistrés lors des manifestations organisées à l'appel des Forces vives de Guinée reconstituées autour du RPG Arc-en-ciel d'Alpha Condé, de l'UFDG de Mamadou Cellou Dalein Diallo, de l'UFR de Sidya Touré, du FNDC (dissous officiellement dissous par le ministère de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation) et du Forum des Forces sociales de Guinée (FFSG). Il y en a qui vont jusqu'à parler d'instrumentalisation de la justice, de culte de la personnalité et de refus obstiné d'ouvrir un couloir de dialogue sincère avec les entités sociopolitiques représentatives du pays.

Comme on le voit donc, l'actuel chef de l'Etat guinéen se trouve, à son corps défendant, entre le marteau de ses partisans et l'enclume de ses détracteurs. Il est à espérer vivement qu'il saura éviter les pièges pour sortir fièrement par la grande porte de l'histoire guinéenne, en respectant scrupuleusement ses engagements pris devant les Guinéens et l'ensemble de la communauté internationale.

Kéfina Diakité

CÉLÉBRATION DU 02 OCTOBRE

Le regard critique de Fodé Oussou Fofana de l'UFDG

Le vice-président de l'UFDG, Dr Fodé Oussou Fofana, a mis à profit l'assemblée générale hebdomadaire du parti qui s'est tenue le samedi 07 octobre 2023 pour jeter un regard critique sur l'organisation de la Fête du 02 Octobre.



« Ce que nous avons vécu le 02 octobre, on n'avait jamais vécu ça dans l'histoire de la Guinée, parce que le 02 octobre n'appartient pas à une entité, le 02 octobre n'appartient pas aux forces de défense et de sécurité. Vous savez, il n'y a pas un Guinéen qui n'est pas fier de notre armée. Nous avons été fiers parce que l'histoire de l'armée est liée à l'histoire de la libération du continent africain. Les Guinéens se sont battus, l'armée guinéenne s'est battue pour aller défendre tous ces pays africains pour qu'ils aient leurs indépendances. Et nous avons été fiers et je pense qu'il n'y a pas de raison pour qu'on ne soit pas fier de notre armée nationale. Mais le 02 octobre n'est pas une fête de l'armée, c'est une fête de l'ensemble des Guinéens, c'est une fête de la République de Guinée. La fête de l'armée guinéenne, c'est le 1er novembre de chaque année. Donc, il ne faut pas qu'on confonde les dates, il faut qu'on comprenne que l'armée a le

droit de fêter le 02 octobre et nous avons le droit de fêter le 02 octobre. Nous devons fêter ensemble. L'ensemble des Guinéens doivent fêter la main dans la main comme on a eu notre indépendance... Ceux qui ont eu l'idée de fermer Conakry, pour empêcher les citoyens d'aller travailler, ceux qui ont fermé Conakry pour empêcher nos malades de recevoir leurs repas, ceux qui ont fermé Conakry pour empêcher les pharmacies, les boutiques, pour empêcher les citoyens de vivre librement, je pense que ça n'a pas été une bonne idée... On pouvait donner la possibilité à chacun de rentrer et de sortir librement mais tout a été bloqué, toutes les activités ont été bloquées... », a martelé Dr Fodé Oussou Fofana.

Mamadou Oury

L'Aigle Infos

Autorisation N°299/PR/TPI/K/2018 - Siège : Hamdaye 2 Commune de Ratoma, Sur la route Le Prince à côté de la Mosquée Diakitéya - BP : 6184 Conakry - République de Guinée

E-mail : laigleinfosgn@gmail.com - tél. (+224) 621935388

Administrateur Général & Directeur de Publication

Mamadou Aliou (Kéfina Diakité) Diakité
Tél. +224 621935388 / 622 04 62 21 / 664 63 09 53

Rédacteur en Chef

Ali Badara Condé

Secrétaire Général de la Rédaction

Sékou Condé

Comité de Rédaction

Ali Badara Condé, Sammel M'Bemba, Samory Kéita, Mamadou Aliou (Kéfina Diakité) Diakité, Mamadou Saidou Barry, Mohamed Lamine Camara, Sékou Condé

Stagiaire: Mamadou Oury Bah

Service Commercial, Marketing, Abonnement,

Annonces et Pub

Mohamed Lamine Camara
654 75 56 50

Imprimeur

Arbaba Barry
628463493

Imprimerie

Le Scribe

Distribution

L'Aigle Infos/Maison du Livre

Mise en page

Mohamed Lamine Camara

Edité par : Kéfina Sarlu (Société de Régie, d'édition et de Communication)

Lisez le journal
numérique sur le site

KÉFINAFASSO
www.kefinafasso.com

Votre site indépendant d'information tous azimuts.

INTERVIEW

PREMIER JOUR DE LA RENTRÉE SCOLAIRE 2023

Le ministère accuse les parents d'élèves pour la faible mobilisation (porte-parole)

Le premier jour de la rentrée scolaire 2023-2024 n'a pas connu d'engouement. Chose qui n'est pas surprenante puisque les enseignants contractuels ont décidé de bouder les salles de classe tant que leurs revendications ne sont pas prises en compte par le gouvernement. Cependant, le Ministère de l'Enseignement Pré-universitaire et de l'Alphabétisation trouve la cause de cette morosité ailleurs. Votre quotidien s'est entretenu avec Mohamed Ansa Diawara, porte-parole de ce département pour connaître les véritables raisons de cette préoccupation.

L'Aigleinfos : La rentrée scolaire qui a eu lieu le 03 octobre a été marquée par une morosité d'enseignants et d'élèves par endroits. Qu'est-ce qui explique ce manque d'engouement ?

Mohamed Ansa Diawara : Je ne suis pas surpris de ce comportement de ces enfants sachant bien qu'en Guinée l'habitude a la peau dure et les parents eux-mêmes ont pris l'habitude de n'envoyer les élèves à temps, et ce sont les premiers en fin d'année qui sont surpris des résultats de leurs enfants, malheureusement. Ils ignorent que la toute première journée de l'ouverture des classes constitue le soubassement de la réussite en fin d'année. Nous, nous ne sommes pas surpris mais nous avons pensé qu'après les différents taux d'échec que nous avons connu en 2021 et 2022, pour nous avec la prise de conscience on se serait départi de ce comportement très rapidement mais ceux qui veulent réussir étaient venus à l'école.

L'Aigleinfos : Pendant ce temps, les enseignants contractuels disent qu'ils ne vont pas s'associer à cette



rentrée tant que les neuf mois d'arriérés et les douze mois de primes d'incitation ne leur sont pas payés. Pourquoi ce problème persiste et peine à être résolu ?

Mohamed Ansa Diawara : Nous avons travaillé en commission tripartite composée de la coordination des enseignants contractuels, du syndicat et du gouvernement. Ce problème est tellement pris au sérieux que ça a été évoqué en conseil

des ministres. Et le conseil a décidé le paiement de ces arriérés. Ce qui veut qu'ils seront payés. Déjà, il y a trois mois qui sont payés et nous sommes sûrs que le tout sera payé. Pour ce qui est de leur menace, pour nous, cette menace n'est pas mise à exécution parce que le jour de la rentrée avec tout ce qui nous a été remonté, nous n'avions aucune absence côté contractuels parce qu'une école est une programmation mais quand les enfants ne sont

pas là, ils rentrent parce qu'on ne peut pas enseigner les bancs. Nous disons aux enseignants contractuels que la biométrisation commence dès l'ouverture là, et c'est pour faire une liste des contractuels que nous avons pour qu'ils soient candidats au concours prévu au mois de janvier.

L'Aigleinfos : Qu'est-ce que le département prévoit de faire remplacer les enseignants qui ont décidé de bouder les salles de classe ou alors quelles alternatives pour pallier ce problème ?

Mohamed Ansa Diawara : En tout cas pour l'heure, nous tenons à ceux qui ont travaillé en classe, quitte à eux de dire qu'ils ne viennent pas mais nous n'avons pas prévu de les remplacer et nous espérons qu'après ces rencontres tripartites, qu'ils vont comprendre. La seule alternative c'est de les payer et organiser un concours en leur faveur pour qu'ils intègrent la fonction publique. Voilà ce que nous prévoyons.

L'Aigleinfos : Mais la véritable question qu'il faille se poser c'est jusqu'à quand ces enseignants percevront

ces salaires et primes ?

Mohamed Ansa Diawara : D'abord, je voudrais vous dire que même mon ministre Guillaume Hawing ne saura répondre à votre question parce que ce n'est pas notre département qui paye les enseignants et même nous qui sommes fonctionnaires on n'est pas payé par le ministère.

L'Aigleinfos : Aujourd'hui, quel est le message que vous donnez aux parents qui sont tout de même inquiets de cette rentrée scolaire ?

Mohamed Ansa Diawara : Que l'enfant passe en classe supérieure c'est maintenant, qu'il ait son examen c'est maintenant. Déjà des parents soucieux de l'avenir de leurs enfants et véritables candidats ont repris les cours, et les professeurs ne reviendront pas sur les cours déjà dispensés. Donc j'interpelle les parents et les élèves d'accepter à venir suivre les cours.

L'Aigleinfos : Merci à vous Mohamed Ansa Diawara !

Mohamed Ansa Diawara : C'est moi qui vous remercie !

Entretien réalisé par Samuel Demba. D

ARMÉE GUINÉENNE

La radiation du commandant Aly Camara fait réagir son avocat

Le président de la transition, le colonel Mamadi Doumbouya, a pris le jeudi 05 octobre 2023, la décision de radier des rangs de l'armée guinéenne pour "inconduite", l'ex-numéro 2 du Groupement des forces spéciales, commandant Aly Camara et deux (2) autres militaires.

L'e vendredi 06 octobre 2023, l'avocat du militaire radié, Me Sidiki Béréte, s'est confié à Mediaguinee pour réagir à la radiation de son client, qu'il juge regrettable. Une décision qu'ils comptent attaquer devant la chambre administrative de la Cour suprême. « C'est regrettable, mais qu'est-ce qu'on peut? La radiation est

excessive. Il a rendu un service que la transition est en train de tirer le plus grand profit, mais lui, le combat ne lui a apporté que du malheur. De toutes les façons quand ils vont notifier la décision nous allons l'attaquer devant la chambre administrative de la Cour suprême. Il était avec un lot de militaires, tous ceux-ci sont libres aujourd'hui. Lui, on

l'accuse d'avoir volé l'ordinateur du professeur Alpha Condé. Ils ne le jugent pas et ils ne le libèrent pas, c'est dommage », a indiqué Me Sidiki Béréte.

Il faut rappeler que le commandant Aly Camara, ancien proche collaborateur du colonel Mamadi Doumbouya au sein du Groupement des Forces spéciales, a été arrêté



en compagnie de 5 autres éléments des forces spéciales au lendemain du coup d'Etat du 05 septembre 2021 pour des faits de vol d'argent au palais Sékhoutouréya, lui précisément pour vol d'ordinateur du professeur Alpha Condé. Il sera libéré le 21 Avril 2022 puis muté à l'intérieur du pays où il a été

de nouveau interpellé en juin 2022 pour une destination inconnue. Il faut rappeler qu'avant le commandant Aly Camara, d'autres éléments des Forces spéciales ont été aussi radiés des effectifs de l'armée guinéenne pour diverses raisons.

Samuel Demba. D

INTERVIEW

LA LFR 2023 PROMULGUÉE

L'économiste Kaba DIANE dit ce qu'il faut savoir sur cette importante décision

Après examen et adoption de la LFR 2023 par le Conseil National de la Transition, le Colonel Mamadi Doumbouya a décidé de promulguer ce projet. Malgré les incohérences soulevées par la commission de contrôle budgétaire suivies des recommandations, Kaba Diané, économiste fiscal ne trouve pas de soucis à cette décision. Il soutient son idée dans cette interview accordée à votre hebdomadaire.

L'Aigleinfos : La Loi de Finances Rectificative 2023 a été promulguée par le Président de la transition à travers un décret lu à la télévision nationale. Quels sont les enjeux et avantages de cette décision ?

Kaba Diané : Je tiens d'abord à rappeler que c'est un exercice républicain qui est classique. Chaque début d'année, le gouvernement élabore un budget qu'on appelle le budget initial basé sur les estimations de recettes et de dépenses prévisionnelles endossées à ces recettes. En cas de déficit, l'écart peut être financé par une aide extérieure. Mais comme vous le savez, les prévisions de six mois peuvent ne pas être réalisées donc il faut douze mois. Et à mi-chemin, c'est-à-dire arrivé en juin, on arrête pour observer ce qui s'est passé ou ce qui allait se passer. Donc l'adoption de cette loi, ce n'est pas comme une décision importante où on attend des enjeux particuliers. Ce qui veut dire qu'on vient de faire pour 2023, on en a fait en 2022 et on le fera pour 2024. Ça



voudrait dire simplement que c'est une trajectoire, une chose qui était prévue et on est venu faire valider par le peuple.

L'Aigleinfos : La LFR 2023 dans son volet recette et dépense a connu une hausse contrairement à la LFI. Est-ce que vous pensez que toutes ces augmentations sont justifiées ?

Kaba Diané : Tout est

question de processus. En début d'année en LFI on pouvait prévoir par exemple vingt-sept mille milliards donc on commence à exercer. Normalement à la moitié de l'année, on doit réaliser la moitié de ce montant mais si on s'aperçoit qu'on a réalisé plus que prévu, ce qui veut dire qu'on est en avance en termes de collecte de recettes. Mais comme il y a hausse de

recettes, c'est une modification qu'il faut prévoir dans la LFR ça pouvait être dans le sens contraire. Si par exemple on avait anticipé 27 mille milliards, la moitié pouvait être 14 mille milliards disons mais qu'on nous dise écoutez on n'a pu réaliser que sept-mille et là ça serait plus dramatique encore. Donc ces rectifications de trajectoires n'ont rien de particulier. Maintenant dire que c'est justifié ou pas, on est parti sur une partie qui est factuelle en disant qu'on a fonctionné de janvier à juin.

L'Aigleinfos : Que dire des révélations faites par le Conseil National de la Transition notamment sur le paiement de vingt-un milliards de GNF par an comme loyer d'un bâtiment construit sur un domaine de l'Etat et contre toute attente, ces recommandations sont restées en cours et la loi a été promulguée. Est-ce que vous pensez que tout cela est cohérent ?

Kaba Diané : En tant que citoyen, je viens souvent au CNT pour suivre les débats et comprendre comment ça

fonctionne. Donc les remarques formulées par ces Conseillers sont la raison de leur présence à l'hémicycle. Ils font des suggestions et ce n'est pas la première fois que cela arrive. Ils peuvent soulever des problèmes liés au transport, la protection de l'environnement et tant d'autres. Cela voudrait dire qu'au lieu qu'on continue à louer des bâtiments à de tel prix, on peut prendre ce moment et construire des bâtiments publics, voilà la solution. Donc il n'y a pas de polémique autour de ça car cela a été formulé de façon très précise, ce n'est pas une injonction c'est une recommandation. Maintenant il est question de voir comment réaliser tout ça dans le temps c'est-à-dire passer de la location à la construction.

L'Aigleinfos : Merci Monsieur Kaba Diané pour ces éléments de réponse !

Kaba Diané : C'est à moi de vous remercier !

Entretien réalisé par Samuel Demba. D

INCENDIE AU TRÉSOR PUBLIC

Le ministre Moussa Cissé rassure les Guinéens

Un incendie s'est déclaré le mercredi 04 octobre 2023, dans la salle de connexion au siège du Trésor public, dans la commune de Kaloum. Présent sur les lieux, le ministre de l'Economie et des Finances, Moussa Cissé, a tenu à rassurer les Guinéens par rapport à cet incident.

« Il y a eu un départ de feu dans une salle de connexion au système comptable de l'Etat. Il faut savoir que c'est le serveur de connexion pour les applications. Ce qui n'a rien à avoir avec le gros serveur lui-même qui contient toutes les données. En plus de cela, il y a la redondance du serveur principal qui se trouve au Ministère de l'Economie et des Finances. Donc à date, d'après les éléments, le feu a été maîtrisé par les sapeurs-pompiers qui ont été dirigés sur le terrain, les équipes de la police de la gendarmerie et de la justice sont sur le terrain

pour les enquêtes préliminaires. Ce qu'il faut noter, il n'y a pas de péril en la demeure, aucune donnée n'est perdue. Sur chaque palier il y a un petit boîtier qui permet aux utilisateurs de se connecter aux différentes applications dans le cadre du système comptable intérieur de l'Etat. C'est ce petit serveur de connexion-là qui a pris feu et qui a été maîtrisé par les sapeurs-pompiers. Pas de dégât humain, pas de blessé grave sauf deux sapeurs-pompiers dans le cadre de l'exercice de leur mission... En dehors de ce petit bureau et

une armoire qui ont pris feu, l'étage est complètement sécurisé et les services judiciaires vont procéder à l'ouverture d'une enquête comme ça se doit. Nous rassurons l'opinion nationale et internationale qu'aucune donnée n'a été affectée, la salle principale des données n'a pas été touchée par l'incendie et la redondance est assurée en dehors de la direction générale du Trésor », a rassuré Moussa Cissé, le ministre de l'Economie et des Finances.

Mamadou Oury





ENVIRONNEMENT

Le président de la filière bois se prononce sur la fin du repos biologique des massifs forestiers

A travers un communiqué, le ministère de l'environnement a annoncé la fin de l'interdiction de la coupe et transport du bois sur toute l'étendue du territoire. Cette décision intervient quatre-vingt-dix jours après de mesure « observée » dans ce secteur. Dans un entretien, Ansoumane Camara, le président de la Fédération Nationale des professionnels de la filière bois s'est réjoui de la décision mais dénonce quelques manquements qui ont lieu pendant cette période.



L'Aigleinfos : Pensez-vous que cette période de pause a été respectée par les acteurs et les citoyens sachant que ce secteur est envahi ?

Ansoumane Camara : On sait qu'il y a eu des choses qui se sont passées en dessous et ça fait très mal parce qu'après avoir investi des fonds dans ces produits et les stocker, il s'est trouvé que les autorités ont aussi autorisé la rentrée des bois du côté de Pamelap et du côté de Boussoura avec de grandes quantités pendant cette période du repos biologique. Donc on a observé que ça n'a pas été respecté, cela nous a même poussés à mettre des commissions de veille au niveau des différents dépôts de vente puisque les gens faisaient entrer du bois du côté de la Sierra-Léone et quelques clandestins et fraudeurs en ont profité. Et quand on leur demande ils disent que ça vient de la Sierra-Léone. Et cinq camions ont été arraisonnés au total, en provenance des préfectures.

L'Aigleinfos : Est-ce que vous voulez dire que cette violation vous a causé des pertes pendant cette période ?

Ansoumane Camara : Normalement le règlement forestier doit être respecté mais cette année ces dessous ont fait que ça n'a pas été respecté et les acteurs souffrent énormément parce que nous nous inquiétons pour les fonds qui ont été investis parce qu'on se demande comment allons-nous les retirer pour réinvestir dans l'activité ?

L'Aigleinfos : Est-ce qu'on peut dire qu'aujourd'hui votre collaboration avec le gouvernement dans ce secteur se passe bien ?

Ansoumane Camara : On peut dire que ça se passe bien parce qu'avec l'élection de la chambre nationale d'agriculture, tout a été respecté car grâce aux nouvelles autorités, nous sommes représentés dans cette chambre et de l'autre côté, il n'y a pas de concertation par rapport à la prise des décisions entre nous et le ministère ; ça il faut le dire sans se cacher et cela rend compliqué. Vous savez l'exploitation du bois c'est une activité sensible et si les décisions ne sont pas muries, leur application peut être difficile sur le terrain.

L'Aigleinfos : Pour mettre fin à la coupe abusive du bois, comment vous souhaitez vous impliquer pour aider les autorités ?

Ansoumane Camara : Vous savez, l'exploitation forestière c'est un domaine très vaste et ça se passe à la base. Pour cela, il faut des sensibilisations afin de trouver des mécanismes qui vont aider des acteurs à agir de façon responsable sur l'environnement. Sinon de notre côté, nous aidons le gouvernement pour mieux protéger l'environnement et le couvert végétal depuis des dizaines d'années. Et au jour d'aujourd'hui, notre fédération a à son actif, plus de huit-cent hectares reboisés par endroits dans les préfectures.

L'Aigleinfos : Merci à vous Monsieur Ansoumane Camara, président de la Fédération Nationale des professionnels de la filière bois !

Ansoumane Camara : C'est moi qui vous remercie !

Entretien réalisé par Samuel Demba. D

L'Aigleinfos : Après trois mois d'interdiction formelle de toute activité de coupe et de transport du bois, le gouvernement a annoncé enfin la reprise de cette activité. Au sein de votre corporation, comment vous avez accueilli la nouvelle ?

Ansoumane Camara : Nous saluons les autorités du ministère de l'Environnement et du Développement durable sinon madame la Ministre d'avoir respecté la période de repos biologique. Vous savez, les dispositions du

repos biologique sont rentrées en vigueur dans notre pays en 2016. Elles stipulent que la coupe et le transport du bois sont suspendus pendant trois mois à commencer du 30 juin jusqu'au 1er octobre de chaque année. Et nous en tant qu'acteurs de la filière bois, ça nous permet de nous autoévaluer parce que nous avons pris des engagements face au gouvernement pour dire que nous allons respecter la période mais se battre aussi pour que la population soit approvisionnée en bois local.

AFRIQUE DU SUD

6 soldats tués dans l'incendie d'une base militaire

Six soldats de l'armée ont été tués et trois autres blessés après qu'un incendie eut ravagé vendredi une base d'entraînement militaire dans la province du Cap-Nord en Afrique du Sud.

Un communiqué publié samedi par l'armée sud-africaine indique que l'incendie s'est déclaré vers

13h45 heure locale, au Centre d'entraînement de combat (CTC) de l'armée sud-africaine dans le Cap-Nord, la plus grande province du pays.

« Il est signalé que le feu s'est propagé à partir de la limite ouest de la mine qui se trouve à côté de la zone d'entraînement du CTC », selon le communiqué.

Des images et des vidéos de véhicules militaires brûlés, de tentes et d'autres équipements, ainsi que de la terre brûlée, sont devenues virales sur les réseaux sociaux.

Selon le communiqué, des éléments de l'armée sud-africaine sont actuellement déployés dans les environs en préparation de leur

exercice annuel baptisé Vukuhlome (qui signifie « se tenir debout et armé » en zoulou).

« Il a été rapporté que six soldats de l'armée sud-africaine ont perdu la vie au cours de cet incident, et trois ont été brûlés au second degré et ont été transportés vers l'hôpital le plus proche », indique le

communiqué. « L'armée sud-africaine évalue actuellement la situation sur le terrain et davantage d'informations concernant cet incident seront communiquées en temps voulu, l'enquête étant toujours en cours.

Xinhua

Reprise du procès du 28 septembre 2009

Le procès des événements du massacre du 28 septembre 2009 a repris le mardi 03 octobre 2023 au Tribunal de Dixinn, délocalisé à la Cour d'Appel de Conakry. Pour cette première journée de la reprise, trois nouvelles victimes dont l'activiste Mamadou Kally se sont succédé à la barre.



Le capitaine Moussa Dadis Camara, chef de la junte à l'époque des faits, le commandant Aboubacar Diakité, alias Toumba, le colonel Claude Pivi alias Coplan, le capitaine Marcel Guilavogui, le colonel Abdoulaye Chérif Diaby, le colonel Moussa Tiégboro Camara et leurs coaccusés ont

répondu tous présents dans le box des accusés. Ils retrouvent face à face après deux mois de vacances judiciaires avec les autres parties prenantes au procès.

À la barre, c'est Mamadou Kally Diallo qui a ouvert le bal. La quarantaine, né à Mali Yembèring, il s'est constitué partie civile dans ce procès.

L'activiste des droits de l'homme accuse le colonel Moussa Tiegboro Camara, ancien ministre secrétaire général chargé des services spéciaux au temps du CNDD de Moussa Dadis Camara de tortures qu'il a subies un mois après les massacres survenus au stade du 28 septembre.

Alors qu'ils observaient une

grève de la faim pour protester contre les événements qui auraient coûté la vie à plus de cent cinquante morts et des centaines de blessés, Kally et quelques membres de leur organisation ont été mis aux arrêts par une équipe des hommes en tenue, dirigée par le colonel Moussa Tiégboro à la maison des jeunes de Dixinn.

« Sept membres de notre organisation se sont mobilisés à la maison des jeunes de Dixinn pour observer une grève de la faim. C'est là que nous avons été traqués par le Colonel Moussa Tiegboro Camara et ses hommes. Ils nous ont conduits au Camp Alpha Yaya où ils nous ont exposés au soleil. Tiegboro en personne a ordonné à ses éléments de nous donner du pain plus une boîte de conserve. J'ai répliqué en lui disant que nous observons une grève de la faim. Là, j'ai reçu un coup de matraque sur ma tête. Alors, il nous a dit, vous avez le choix entre manger et cent coups de matraque. Il a

juré qu'il va nous faire payer tout ce qu'on a commis parce que pour lui, nous étions des terroristes, bandits », a fait savoir cet activiste.

Pour cette partie civile, Tiégboro en voulait tellement à leur équipe qu'il a fini par les jeter dans un conteneur qui servait de prison au camp Alpha Yaya Diallo.

« Il a décidé de nous jeter dans un gros conteneur rouge où nous avons passé la nuit. C'était vraiment inhumain ce que nous avons subi », a-t-il ajouté.

Selon lui, ils ont recouvré leur liberté grâce aux dénonciations faites dans la presse.

À sa suite, deux autres parties civiles ont fait leur déposition. Ces derniers disent avoir subi des coups et blessures au stade alors qu'ils répondaient à l'appel des forces vives pour une manifestation pacifique. Contrairement au précédent, ils n'ont pas pu identifier leurs bourreaux.

Samuel Demba. D

LIBERTÉ DE LA PRESSE

Le SPPG monte au créneau et tire la sonnette d'alarme

Suite au blocage prolongé des sites *Guineematin.com* et *Inquisiteur.com*, le SPPG (Syndicat des Professionnels de la Presse en Guinée) leur a rendu visite le mercredi 04 octobre. Il a mis l'occasion à profit pour tirer la sonnette d'alarme par rapport à la liberté de la presse en Guinée.

« Nous sommes venus rencontrer nos syndiqués. Qu'ils ne sont pas abandonnés mais il fallait très bien préparer la lutte parce que la lutte syndicale demande un certain nombre des choses. Il faut éliminer tout doute, il faut éliminer toute hésitation, aujourd'hui rien de tout ça. Vous allez comprendre que nous avons inversé la démarche. Parce que d'habitude on lance les combats après des personnes

de bonne volonté nous contactent pour dire pardon laissez pour telle ou telle raison. Attendez, nous on va parler, on va négocier,...Des fois, les religieux s'impliquent. Vous avez du mal à dire non à ces genres de personnes, à ces sages. C'est pourquoi cette fois-ci, nous disons à toutes ces bonnes volontés qui ont l'habitude de nous calmer ou qui pourraient avoir l'intention de nous appeler pour dire s'il vous plaît arrêtez d'abord on va faire ceci ou cela, on leur donne quelques jours pour faire le travail qu'ils ont à faire. Et celui-là qui est derrière cette affaire, qu'on connaît très bien, lui aussi il a la même période pour revenir sur terre. Il peut faire amende honorable d'ici lundi prochain à 22h...Préparez-vous surtout à



la lutte parce que nous savons ce qui se prépare. Que les gens comprennent que personne n'est épargné. Après *Guineematin*, beaucoup d'autres médias sont programmés, qui ne soient même pas des médias en ligne

seulement et principalement la presse audiovisuelle. Côté presse écrite, nous n'avons pas reçu beaucoup d'informations mais nous sommes au courant que tout est fait pour fermer un certain nombre de médias au niveau

de la presse en ligne et la presse audiovisuelle », alerte le secrétaire général du SPPG, Sekou Jamal Pendessa. Vivement le déblocage des sites *Guineematin.com* et *Inquisiteur.com*.

Mamadou Saïdou

CÉLÉBRATION DU 02
OCTOBRE

Alpha Condé félicite les militants du RPG Arc-en-ciel pour leur mobilisation au siège

L'assemblée générale hebdomadaire du RPG Arc-en-ciel s'est tenue le samedi 7 octobre 2023, au siège national du parti à Gbessia, dans la commune de Matoto. Lansana Komara, ancien ministre de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle en a profité pour faire passer aux militants le message de félicitation d'Alpha Condé pour la forte mobilisation du 02 octobre 2023.

L'ancien parti au pouvoir n'a pas été en marge de la célébration de l'An 65 de la Guinée. Le 02 octobre, il y a eu une forte mobilisation des militants et sympathisants au siège du RPG Arc-en-ciel, pour célébrer l'An 65 de l'accession de la Guinée à l'indépendance et exiger le retour au pouvoir d'Alpha Condé, renversé le 5 septembre 2021 par le colonel Mamadi Doumbouya, alors commandant du Groupement des Forces spéciales. L'assemblée générale hebdomadaire du RPG Arc-en-ciel s'est tenue le samedi 7 octobre 2023, au siège national du parti à Gbessia, dans la commune de Matoto. Lansana Komara, ancien ministre de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle en a profité pour faire passer aux militants le message de félicitation d'Alpha Condé pour la forte mobilisation du 02 octobre 2023.

« Suite à votre sortie du lundi 2 octobre, le professeur Alpha Condé me charge de vous dire qu'il est content de vous, qu'il vous félicite et vous encourage. Il félicite aussi les organisateurs, du bureau national de la jeunesse et autres organisateurs qui ont œuvré pour que cette manifestation faite ici réussisse. Il vous encourage et vous demande de redoubler d'effort, que prochainement, ça soit plus grandiose et que ce cadre (siège) ne doit plus contenir de tels

mouvements pour que nous soyons entendus par toute la Guinée. Donc au nom du professeur Alpha Condé, il vous dit merci... Et au nom de la direction nationale du parti aussi, toute la direction nationale du parti vous encourage et nous sommes à votre disposition, nuit et jour pour que nous puissions enfin travailler ensemble. Travailler ensemble, c'est très important puisqu'un seul doigt ne peut pas prendre le gravier... », a déclaré Lansana Komara, ancien ministre de l'Enseignement technique sous Alpha Condé.

Mamadou Oury

La Direction générale décerne des satisfécits de reconnaissance aux anciens DG de la boîte

Une cérémonie de reconnaissance a été organisée le vendredi 06 octobre 2023 pour honorer les anciens DG de la Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS). Une cérémonie présidée par le ministre du Travail et de la Fonction publique, Julien Yombouno.

« Je puis vous garantir que nous renforcerons cet héritage pour le bien être continu de nos assurés dans le but essentiel d'améliorer constamment leurs conditions de vie. S'inspirer du passé pour construire l'avenir ensemble est bien plus qu'un slogan. C'est avant tout une vision tangible ancrée dans notre engagement envers un avenir meilleur prôné par le chef de l'État, le Colonel Mamadi Doumbouya. Avec la portion de responsabilité qu'il a bien voulu nous confier, nous avons pour ambition de mettre en œuvre, cette vision de manière concrète. À cet égard, nous nous appuyons sur vos expériences, sur vos réussites et parfois des obstacles qui ont pu se dresser devant voudrais dans l'exercice de vos fonctions passées. Il faut noter sur c'est une mission noble que d'être au service de cette ambition. Aujourd'hui, nous partageons ce moment de reconnaissance et de gratitude à ces pionniers que vous êtes



pour la construction de ce bâtiment qui abrite la direction générale et les services centraux, la création d'agence de proximité, la construction et l'équipement d'un centre de diagnostic(...), a déclaré dans son discours, le Directeur général de la CNSS, Bakary Sylla. Les anciens DG de la CNSS qui ont reçu des satisfécits de reconnaissance au cours de cette cérémonie

sont : Feu Alkaly Touré, Sékou Camara, Elhadj Amadou Thiam, Elhadj Boubacar Diallo, Abdoul Karim Sylla, Elhadj Saidou Diallo, Lala Malan Kanté, Col Aboubacar Sidiki Demba Nabé, Baidy Aribo, Col Éric François Lamah et M. Malick Sankhon. Une bonne initiative dont d'autres entités devraient s'inspirer.

Mamadou Saïdou

JUSTICE

Amadou Damaro Camara se décide à donner sa version dans l'affaire des 15 milliards gnf

L'ancien président de l'Assemblée nationale, Amadou Damara Camara, est poursuivi avec trois autres personnes, dans l'affaire des 15 milliards gnf. Il était attendu à l'audience du jeudi 05 octobre 2023 de la CRIEF pour donner sa part de vérité. L'audience a été finalement renvoyée au lundi 09 octobre pour des raisons de santé d'un assesseur. Les quatre personnes poursuivies par la cour de répression des infractions économiques et financières (Crief) pour le détournement présumé de 15

milliards de francs guinéens destinés à la construction du nouveau siège de l'Assemblée nationale sis à Koloma sont : l'ancien président de l'assemblée nationale (Amadou Damara Camara), l'ex 1er questeur de l'assemblée nationale (Michel Kamano), l'ancienne 2ème questeur de l'assemblée nationale (Zenab Camara) et Cheng Jiin-Suey (patron des tours siamoises de Kakimbo). Le procès intenté contre eux s'est ouvert le 20 mars dernier. Mais en raison de son état de santé qui a nécessité une hospitalisation

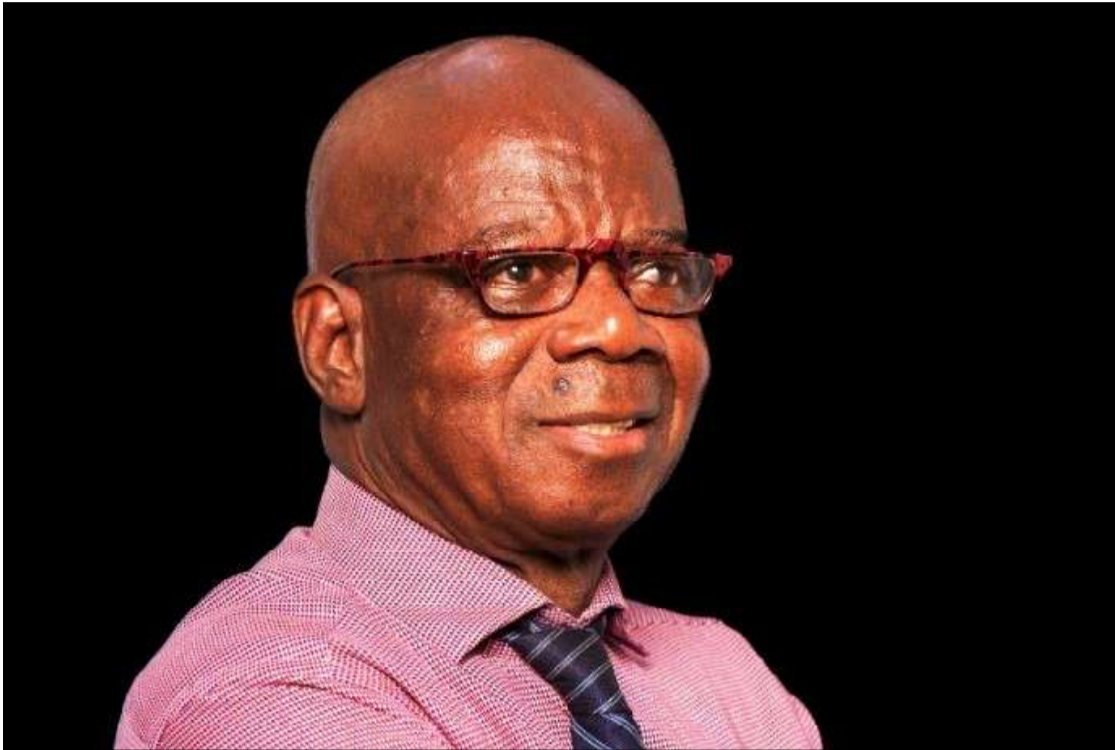
à l'hôpital sino-guinéen, l'honorable Amadou Damara Camara n'a pas pu comparaître à ce jour à la Crief pour donner sa part de vérité dans cette affaire des 15 milliards gnf. Il était attendu à l'audience du jeudi 05 octobre 2023. Malheureusement, pour des raisons de santé d'un assesseur, l'audience a été renvoyée au lundi 09 octobre. En plus d'Amadou Damara Camara, d'autres dignitaires de premier plan du régime déchu sont poursuivis par la Crief pour des faits présumés de détournement de deniers publics et croupissent

actuellement à la maison centrale de Coronthie. Parmi eux, l'on peut citer notamment Dr Ibrahima Kassory Fofana (ancien Premier ministre), Dr Mohamed Diané (ancien ministre de la Défense nationale), Oyé Guilavogui (ancien ministre des Postes et Télécommunications), Dr Ibrahima Kourouma (ancien ministre de l'Urbanisme et de l'Habitat), Kabinet Sylla alias Bill Gates (ancien intendant général de la Présidence de la République).

Mamadou Saïdou

LIGUE DES CHAMPIONS

La Ligue des Champions ou le duel des muscles



Créée en 1955, elle s'appelait coupe des clubs champions européens, l'organisatrice reste l'UEFA qui est à sa 69^{ème} édition cette année.

Elle s'annonce rude comme chaque année, les sorties anticipées pour certains clubs c'est pour bientôt. Les téléspectateurs estiment que cette compétition de haut niveau n'est pas faite pour des joueurs d'infirmier comme Naby Keïta et consorts.

La finale aura lieu chez le gardien de l'empire Ottoman, loin de Marcelo Brozovic, Roberto Firmino, Cristiano, Karim Benzema, N'Golo Kanté Ruben Neves, Kalidou

Koulibaly et Neymar tous partis à l'assaut des pétrodollars saoudiens affiliés aux clubs étranges avec des noms bizarres.

Les équipes en compétition ne se font pas de cadeau au regard des huit tirs cadrés de Newcastle au St James park face à un Paris Saint Germain désemparé. Les Français ont été sanctionnés sur une note amère de 4-1. Pendant 90mn, M'bappé est resté en perte de repère face à la vitesse et l'agressivité des Britanniques. Le franco-camerounais et ses compagnons n'ont pas trouvé les clés du match, ils se sont contentés de

subir sans issue.

La riposte de Lens pour honorer son grand frère parisien m'a fait plaisir; c'est Arsenal qui a fait les frais. Il a été frappé de plein fouet par Lens 2-1.

BARÇA/PORTO

L'ancien club employeur de Eto'o et Ronaldino a demeuré sous menace pendant le temps de jeu mais alors une menace réelle. Le Barça fut traditionnel en 90mn pour le bonheur de ses supporters au stade Estádio do Dragão de Porto: 0-1 pour Barça.

MAN CITY/LEIPZIG

Comme Newcastle, Manchester City a délivré un autre duel de haut niveau

à la hauteur de ses muscles pour l'emporter à Leipzig 1-3 grâce au rouleau compresseur de Foden et Juan Alvarez ancien de River Plate et Boca Juniors. Ces deux formations symbole du football latino ont longtemps été considérés comme passage obligé des footballeurs vedettes de l'Argentine et pourquoi pas le monde du cuir rond.

NAPLES/REAL MADRID

J'ai jeté un coup d'œil sur Naples et Real MADRID. Nous avons assisté à une rencontre électrique sur fond de guerre des ego surdimensionnés. Toute la beauté du foot européen s'est invitée dans la bataille: ingéniosité, vitesse, le physique et suspense mais Naples est tombé les armes à la main pour une différence d'un but dans la soirée du 03 octobre, score 3-2 contre ma volonté.

RENCONTRE SANS VICTOIRE.

Les seules rencontres où il y a eu égalité de buts sont Etoile rouge de Belgrade contre Young boys de Berne 2-2.

DORTMUND/MILAN AC

À Iduna park de Dortmund, les 60 mille supporters de Borussia Dortmund et ses 18 tirs cadrés contre 14 de

Milan, sa possession de balle à 58% contre 42 et ses 519 passes contre 377 n'ont pas suffi à Dortmund de se défaire de ses visiteurs. Le Milan AC voulait un match nul et il l'a eu grâce à sa gestion de défense en mouvement.

ATLÉTICO - FEYENOORD

Le doublé de Morata et le but de Griezmann ont donné la victoire à Atlético M contre Feyenoord de Rotterdam 3-2.

Mon message s'adresse à Borussia Dortmund qui n'a pas fourni d'efforts supplémentaires pour donner du plaisir aux 60 mille supporters qui ont franchi le seul de Iduna Park dans l'espoir qu'en cas de victoire tous les bistrotts de Wesfalen seraient pris d'assaut pour boire la bière à gogo, symbole de prospérité allemande mais hélas, ce n'est que partie remise.

Vive la ligue des champions, vive l'avocat et sportif britannique maître Ebenezer Cobb Morley inventeur du Football moderne il y a 190 ans.

J'aurais mieux écrit si j'avais été à l'école, pardonnez-moi pour mon illettrisme.

Thomas Morgan
Whatsapp 623 19 49 16

EVÈNEMENTS DU 28 SEPTEMBRE 2009

Le colonel Abdoulaye Chérif Diaby pointé du doigt par une victime

Le mercredi 04 octobre 2023, Alsény Camara, un marchand de 45 ans, était à la barre au Tribunal criminel de Dixinn délocalisé à la Cour d'Appel de Conakry pour donner sa version des faits dans le procès des événements tragiques du 28 septembre 2009. Il a pointé du doigt le colonel Abdoulaye Chérif Diaby, ancien ministre de la Santé, qui l'aurait traité de "chien" au CHU de Donka.

« J'ai quitté Samatran pour me rendre à Sonfonia, là où je vends. J'avais trouvé ce jour, mes amis qui étaient prêts pour le meeting et nous nous sommes embarqués pour le stade. Arrivés, nous sommes rentrés et toute de suite, on

a vu des militaires tirer sur deux personnes. Ces mêmes militaires m'ont trouvé là-bas. Je ne sais si c'est leurs balles à fusil qui étaient finies. Ils avaient un couteau et m'ont blessé au niveau de la tête. J'ai été transporté d'urgence à

l'hôpital Donka. J'avais des douleurs atroces. Là-bas, c'est un certain Wareya Sall qui m'a été d'une aide précieuse. Il a exigé au médecin de suivre mon traitement ». Il a par ailleurs Dr Abdoulaye Chérif Diaby, ministre de la Santé au

moment des faits, de l'avoir traité de "chien". «En ce moment j'entendais mais je ne voyais pas. Je n'étais pas fou mais je comprenais un peu les choses. Dr Diaby a bien dit que : donnez-nous ces chiens là et en ce moment je saignais.

Malheureusement je n'arrivais pas à distinguer les choses. Ce que je peux dire, c'est qu'un ministre ne doit pas insulter », a déclaré Alsény Camara, une victime des événements du 28 septembre 2009.

Mamadou Oury

AUGMENTATION DU POINT
D'INDICE SALARIAL

Le ministre Julien Yombouno tente de rassurer le mouvement syndical

Le Patronat guinéen, le Gouvernement et le mouvement syndical se sont retrouvés le vendredi, 06 octobre 2023, pour la suite des négociations tripartites entamées depuis des mois autour d'un certain nombre de points de revendication.



Pour rappel, le premier point de revendication du mouvement syndical est relatif à l'augmentation du point d'indice salarial, c'est-à-dire les 100%. Au terme des échanges du vendredi dernier, le président de la commission de négociation côté syndicat, a confié que le chef du département du Travail et de la Fonction Publique s'occupera du dossier pour voir la nécessité d'aller au-delà des 20% antérieurement proposés et qui font toujours l'objet de débats.

« Vous pouvez retenir qu'on s'est rencontré comme d'habitude. Nous avons discuté le point qui concerne le secteur privé avec le patronat guinéen. Aujourd'hui, le patronat guinéen est revenu à de meilleurs sentiments. Ils ont plaidé d'accepter, parce qu'ils ont aussi une assemblée générale le mardi, où toutes les 25 fédérations doivent se retrouver, pour étudier et

nous faire des propositions par secteur d'activités en termes d'augmentation de salaire, chose que nous avons acceptée », a indiqué le camarade Abdoulaye Barry de la FESATEL. « Le jeudi prochain, nous espérons que le patronat viendra vraiment avec de bonnes propositions. Il faut encore retenir que le ministre du Travail a dit de lui donner jusqu'au même jeudi pour rencontrer ses patrons afin de voir la possibilité, si c'est nécessaire aussi d'augmenter l'enveloppe des 20% », a-t-il ajouté. Beaucoup craignent que l'impasse dans les négociations ne nous conduise tout droit vers une grève générale, avec tous les risques que cela comporte. Les Guinéens ont en mémoire la grève générale de 2007 pilotée par les regrettés Ibrahima Fofana de l'USTG et Hadja Rabiou Sérah Diallo de la CNTG.

Kèfina Diakité

DIVERS

FRONTIÈRE

Biden reprend la construction du mur de Trump, assurant y être contraint

Joe Biden, accusé par la droite de laxisme face aux arrivées de migrants, a assuré jeudi qu'il était légalement contraint de poursuivre la construction d'un mur avec le Mexique, une mesure phare de son prédécesseur Donald Trump.



Le démocrate de 80 ans, candidat à sa réélection, a dit qu'il ne « pouvait pas interrompre » le financement engagé par le milliardaire républicain, faute d'avoir pu convaincre le Congrès d'employer ces fonds pour d'autres mesures.

Le même jour, la Maison Blanche a annoncé la reprise de vols directs d'expulsion vers le Venezuela pour les immigrés en situation irrégulière, interrompus depuis des années.

Le ministre de la Sécurité intérieure, Alejandro Mayorkas, a indiqué qu'une nouvelle portion de mur serait érigée dans la vallée du Rio Grande, à la frontière avec le Mexique.

« Il existe actuellement un besoin aigu et immédiat de construire des barrières physiques (...) afin d'empêcher les entrées illégales », a déclaré le ministre dans un avis officiel publié par le registre fédéral des Etats-Unis.

Cela a valu à Joe Biden d'être accusé de volte-face, lui qui avait promis le jour de son entrée en fonction, en janvier 2021, que le contribuable ne payerait plus pour la construction d'un mur.

Le ministre a ensuite assuré sur le réseau social X (ex-Twitter) que des passages de l'avis officiel avaient été « sortis de leur contexte » et a affirmé : « Il n'y a pas de nouvelle politique concernant le mur à la frontière. Nous avons toujours dit clairement qu'un mur n'était pas une solution ».

Au Mexique, le président

Andrés Manuel Lopez Obrador, qui rencontre jeudi le chef de la diplomatie américaine Antony Blinken, a jugé qu'il s'agissait d'un « pas en arrière ».

– « Absolument faux » –

« L'argent était prévu pour le mur frontalier. J'ai essayé de convaincre (les républicains au Congrès) d'allouer les fonds à autre chose, de les rediriger. Ils n'ont pas voulu », s'est défendu Joe Biden.

« En attendant, il n'est pas possible légalement d'utiliser cet argent pour autre chose que ce pour quoi il a été prévu », a poursuivi le démocrate pour justifier une décision vivement critiquée par certains élus de son parti, en particulier dans l'aile gauche.

Le président américain, régulièrement accusé par les républicains de laxisme face à la crise migratoire, a assuré que « non », il ne croyait pas que construire des murs était une solution.

« Nous appliquons la loi », a martelé sa porte-parole Karine Jean-Pierre.

Donald Trump, rival de Joe Biden et favori de la droite pour la prochaine présidentielle, n'a pas manqué de réagir.

Cette annonce montre que « j'avais raison quand j'ai construit 900 km (...) d'un mur frontalier tout beau, tout neuf », a-t-il écrit sur sa plateforme Truth Social.

Les fonds pour la construction du mur proviennent d'une dotation approuvée par le Congrès dans ce but précis en

2019, quand Donald Trump était au pouvoir.

– Angle d'attaque –

Les républicains ont fait de l'immigration l'un de leurs angles d'attaque favoris contre la Maison Blanche. L'aile droite du parti s'oppose par exemple au déblocage de fonds supplémentaires pour l'Ukraine, estimant que cet argent devrait plutôt servir à lutter contre la crise migratoire.

Le sénateur conservateur Lindsey Graham a demandé de lier les deux sujets, ce alors que le Congrès américain doit voter sur un nouveau budget, et donc sur une éventuelle rallonge pour l'Ukraine, avant le 17 novembre, sous peine de paralysie de l'Etat fédéral.

La Maison Blanche s'est défendue d'utiliser la construction du mur pour marchander le soutien des parlementaires républicains à un nouvel effort financier en faveur des Ukrainiens : « Je ne ferais pas le lien entre les deux », a dit Karine Jean-Pierre.

Concernant le Venezuela, l'administration Biden va reprendre dans les prochains jours les expulsions directes par avion, suspendues depuis des années en raison de la situation sécuritaire très dégradée dans ce pays.

Les Vénézuéliens sont l'une des nationalités les plus représentées parmi les migrants qui arrivent régulièrement à la frontière sud des Etats-Unis.

AFP

RÉBELLION DU M23 EN RDC

Un député condamné à la peine de mort

Un député, propriétaire d'une société minière stratégique, a été condamné à mort vendredi à Kinshasa par la justice militaire qui le jugeait notamment pour « participation au mouvement insurrectionnel M23 » et « trahison », en République démocratique du Congo.



La peine capitale est souvent prononcée en RDC mais n'est plus appliquée depuis 20 ans et est systématiquement commuée en prison à perpétuité. En août, le ministère public avait requis la perpétuité contre

Édouard Mwangachuchu, 70 ans, élu de Masisi, dans la province troublée du Nord-Kivu (est de la RDC).

La Haute cour militaire n'a accordé aucune circonstance atténuante au condamné, qui n'était pas présent au prononcé du

jugement. Il a été reconnu coupable de « détention illégale d'armes et munitions de guerre », de « participation au mouvement insurrectionnel M23 » et de « trahison », a précisé le général Robert Kalala, juge président de la cour.

Le M23, pour « Mouvement du 23 mars », est une rébellion majoritairement tutsi qui, avec le soutien du Rwanda selon Kinshasa, s'est emparée depuis fin 2021 de vastes pans de territoire dans le Nord-Kivu.

M. Mwangachuchu avait été arrêté le 1er mars à Kinshasa, détenu d'abord à Makala, la grande prison de la capitale congolaise, puis transféré à la prison militaire de Ndolo où se sont tenues la trentaine d'audiences de son procès.

Son coaccusé, Robert Muchamaliwa, un capitaine de police poursuivi pour « violation des consignes », a été acquitté et la cour a ordonné sa libération immédiate.

La défense de M. Mwangachuchu, qui avait

plaidé l'acquittement, a annoncé son intention de se pourvoir en cassation. Devant la presse, Me Thomas Gamakolo a dénoncé une « décision inique, motivée par des considérations étrangères au droit ».

Il s'agit, selon lui, « d'un procès fondé sur la haine ethnique et des déductions ». « On n'a jamais su démontrer que M. Mwangachuchu a des liens avec le Rwanda », mais « en raison de sa 'tutsité', on a établi la présomption de culpabilité », a estimé Me Gamakolo. « Il est très difficile aujourd'hui dans notre pays de vivre ou d'exister en tant que tutsi », a regretté l'avocat.

AFP

ISRAËL

Comment la plus puissante armée du Moyen-Orient a été prise par surprise par le Hamas

Après l'attaque surprise de la branche armée du Hamas et son infiltration sur le sol israélien, en Israël comme du côté palestinien, des centaines de morts et des milliers de blessés sont annoncés. Les combats ont continué toute la nuit entre les combattants du Hamas et l'armée israélienne. Dans cette offensive, Israël a été pris de court, et pourtant, tous les éléments étaient réunis pour qu'un événement aussi tragique ait lieu.

Israël est vulnérable depuis des mois. La raison ? La réforme de la justice souhaitée par le gouvernement de Benjamin Netanyahu, qui est massivement rejetée par la rue. Les Israéliens la qualifient de putsch. Alors pour protester contre cette réforme jugée antidémocratique, il y a eu

des manifestations hebdomadaires à travers le pays ces dernières semaines.

Mais il y a aussi été question d'autres moyens de protestations, comme le refus de mobilisation militaire. Les réservistes de l'armée et en particulier les pilotes de combat israéliens ont refusé de s'entraîner ces derniers mois. Sauf que la défense israélienne repose en grande partie sur ces réservistes.

Résultat : ce samedi 7 octobre, la plus puissante armée du Moyen-Orient a été prise de court et mise en échec. Ses avions de guerre ont été cloués au sol. Elle a mis des heures à réagir : une débâcle totale. Les commandos du Hamas se sont infiltrés en territoire israélien avec une facilité déconcertante, sans presque aucune résistance en face.

Des bases de l'armée israélienne ont été conquises en rien de temps. Des soldats ont été capturés, abattus. Des civils et des militaires israéliens ont été enlevés et envoyés à Gaza. Il s'agit à la fois d'un échec militaire pour Israël et d'un échec cuisant pour ses services de renseignements.

Échec de la technique israélienne de la violence par la violence

Si l'armée israélienne a donc tardé à réagir, elle écrase pourtant désormais Gaza sous les bombes. Le message d'Israël est clair : « vous nous terrorisez, on vous terrorise ». L'armée israélienne a ciblé, comme en 2021 lors de la précédente grande guerre à Gaza, les tours d'habitation. Officiellement parce qu'elles abritent des positions du Hamas. Mais la réalité derrière cette stratégie est

la volonté de frapper fort, de marquer les esprits, de traumatiser et de couper l'envie de recommencer aux Palestiniens.

Encore une fois, l'État hébreu se lance dans la politique du « tout sécuritaire ». Une stratégie pourtant défailante, aussi vieille que l'occupation et qui dure depuis 56 ans. Répression, colonisation, attaques de colons, des centaines de Palestiniens tués chaque année, des détentions arbitraires, la profanation de lieux saints musulmans et chrétiens... La violence appelle la violence. Malheureusement, les civils innocents israéliens et palestiniens en payent le prix.

Stratégie du Hamas

Le groupe armé palestinien, au pouvoir à Gaza, s'est tenu à l'écart des tensions avec Israël durant cette dernière année. Il a

économisé ses forces pour cette opération commando inédite. Ces derniers mois, il y a eu des échanges de tirs entre Israël et la bande de Gaza. Mais ils ont surtout opposé l'État hébreu et le Jihad islamique, un autre groupe armé palestinien présent dans l'enclave. On s'interrogeait alors du silence étrange du Hamas, qui fait désormais sens.

Début septembre, la situation a un peu changé. Le Hamas a organisé des manifestations le long de la barrière de sécurité qui sépare Gaza du territoire israélien. Des Palestiniens ont pu atteindre cette barrière de sécurité et la sectionner par endroit. Aujourd'hui, l'on comprend qu'ils étaient en réalité en train de tester les défenses israéliennes.

RFI

INTERDICTION DU VOILE INTÉGRAL À L'ÉCOLE

Mohamed Ansa Diawara du MEPUA en donne les raisons



Le port du voile intégral est désormais interdit dans les établissements publics et privés sur l'ensemble du territoire national. C'est une

décision prise récemment par le ministère de l'Enseignement pré-universitaire et de l'Alphabétisation (MEPUA). Mohamed Ansa Diawara

est le porte-parole du département. Il a tenu à justifier cette mesure d'interdiction. « Nous avons dit que le voile intégral est

formellement interdit dans nos concessions scolaires. Mais le voile en tant que tel ne l'est pas. Et on appelle voile interdit, le voile qui couvre la tête jusqu'au pied, on ne voit aucun membre du corps c'est de cela il s'agit. Ceux qui sont à la base de la promotion de ce genre de voile, sont libres de penser comme ils veulent, mais le respect des principes de l'école est inaliénable», a expliqué Mohamed Ansa Diawara, le porte-parole du ministère de l'Enseignement pré-universitaire et de l'Alphabétisation (MEPUA). Avant de revenir sur le contenu du règlement intérieur maintenu dans les écoles au compte de l'année 2023-2024.

« Nous avons également

interdit tout ce qui est extravagant. Les mèches ne sont pas portées, les percings au nez non plus, les chaînettes au pied mais aussi les jupes avec fente extraordinaire... Même l'Arabie Saoudite qui est le berceau de l'Islam, de telles pratiques ne sont pas acceptées là-bas. Il faudrait qu'on fasse la pratique de notre religion de façon modérée. Qu'on ne dise pas que nous sommes en train de dénaturer la religion. C'est juste que des gens sont en train d'extrapoler(...)» Reste à savoir maintenant si cette mesure sera respectée à la lettre sur toute l'étendue du territoire national. Attendons de voir...

Mamadou Oury

OBSÈQUES DU KHALIFE GÉNÉRAL DU FOUTA-DJALLON

Le message du président du Conseil national de la transition

Le jeudi 5 octobre 2023, le président du CNT, Dr Dansa Kourouma, et des membres du gouvernement ont pris part aux obsèques du Khalife général du Fouta-Djallon, Elhadj Bano Bah, décédé dans la nuit du dimanche 1er au lundi 2 octobre 2023, à Pita. Dans son intervention de circonstance, Dr Dansa Kourouma, a déclaré ceci: « El Hadj Bano c'est une perte pour toute la nation guinéenne. Il a passé sa vie à se battre pour la cohésion, il s'est battu pour l'islam, il s'est battu pour la nation et pour les couches

les plus faibles. Ce n'est pas un fils du Foutah qui est parti, c'est un fils de la République de Guinée qui est parti et c'est notre devoir de venir présenter à la famille en plus de la contribution symbolique, les messages du chef de l'Etat, dire à la population de Pita d'accepter parce que Dieu a repris ce qu'il a donné. Et nous prions que l'âme de l'illustre disparu repose en paix » Le ministre de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation, a lui aussi rendu un hommage appuyé à l'illustre disparu. « Elhadj Bano, avant d'être



le Khalife du Fouta-Djallon, il était d'abord le secrétaire préfectoral des Affaires religieuses de Pita. Ayant consacré toute sa vie à la promotion de l'islam, de la paix, de l'unité entre les Guinéens, cela a amené le chef de l'Etat à mobiliser ses plus proches

collaborateurs d'être au chevet d'Elhadj Bano lorsqu'il était malade. Et lorsqu'il a été rappelé à Dieu, il a mobilisé les membres du gouvernement pour porter son message de compassion, de condoléances, à toute la communauté guinéenne, du

Foutah, la population de Pita, et à la famille biologique d'Elhadj Bano. Que Dieu l'accueille dans son paradis. C'est une grande perte pour la Guinée », a déclaré Mory Condé.

Mamadou Saïdou

*Lire L'Aigle Infos,
c'est lire la vérité
et la vertu*

CÔTE D'IVOIRE

Ouattara met fin aux fonctions de Patrick Achi et des membres du gouvernement

Le président ivoirien Alassane Ouattara a procédé le vendredi 06 octobre 2023 à la signature d'un décret mettant fin aux fonctions du Premier ministre Jérôme Patrick Achi et des membres du gouvernement conformément à l'article 70 de la constitution.

L'annonce a été faite dans un communiqué rapporté par Abdourahmane Cissé, le secrétaire général de la présidence de la République sur les antennes de la télévision nationale (RTI).

«Le président de la République exprime sa



gratitude au premier ministre Patrick Achi et à l'ensemble des membres du

gouvernement pour leur engagement au service de la nation au cours de ces dernières années »,

a ajouté le communiqué.

En attendant la nomination du nouveau Premier ministre et la

mise en place du nouveau gouvernement, a fait savoir M. Cissé, le Premier ministre et les membres du gouvernement sortant sont chargés d'expédier les affaires courantes.

Le Premier ministre sortant Jérôme Patrick Achi a été nommé à cette fonction depuis le 26 mars 2021.

Auparavant M. Achi avait assuré l'intérim de son prédécesseur Hamed Bakayoko, mort d'un « cancer foudroyant » le 10 mars de la même année en Allemagne.

Abidjan.net

MALI

L'armée affirme contrôler Anéfis, à environ 110 km de Kidal

L'armée malienne a affirmé samedi avoir pris le « contrôle total » d'une ville étape vers Kidal, le fief de la rébellion séparatiste touareg qui a repris les armes contre l'Etat central. « Les FAMA (forces armées maliennes) ont pris tôt ce (samedi) matin le contrôle total de la ville d'Anéfis. Les évaluations sont en cours », a précisé l'armée dans un communiqué.

« Nous appelons les populations au calme. Tout est mis en oeuvre pour assurer la sécurité des personnes et de leurs biens », selon le texte. Anéfis se trouve à environ 110 km au sud de Kidal, bastion rebelle situé dans le nord-est du Mali.

Almou Ag Mohamed, un porte-parole de la Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA), alliance de groupes séparatistes dominée par les Touaregs, a confirmé à

l'AFP qu'Anéfis était désormais sous contrôle gouvernemental.

« Les forces terroristes de Wagner et son allié Fama sont à Anéfis. Mais Anéfis n'est pas un enjeu majeur pour nous. On est en guerre, une guerre qui va être longue qui ne se jouera pas à une position près. Anéfis n'est qu'une position et le front est mobile », a-t-il assuré.

« Nous avons vu ce (samedi) matin dans la ville d'Anéfis les mercenaires blancs de Wagner et les FAMA », a confirmé un témoin sur place, joint par l'AFP.

La junte au pouvoir au Mali dit s'être adjoint les services d'« instructeurs » dans le cadre d'une coopération bilatérale avec la Russie et dément la présence de Wagner, bien que la présence du groupe de sécurité russe soit communément acquise par les autres acteurs travaillant au Mali.



Un convoi de l'armée malienne composé de dizaines de véhicules et de blindés est parti lundi de Gao en direction de Kidal. Il est soumis depuis lors à des attaques.

La colonne de véhicules progresse lentement et nourrit les spéculations sur sa destination et ses objectifs.

Une offensive sur les bases de la rébellion dans la région Kidal pourrait constituer un tournant

après une décennie de conflit, alors que les attaques des groupes séparatistes et des jihadistes du Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM), affilié à Al-Qaïda, se multiplient contre les camps de l'armée malienne dans le nord et le centre du pays.

Les groupes affiliés à l'organisation Etat islamique continuent également à opérer, essentiellement dans l'est.

La rébellion touareg avait affirmé plus tôt jeudi avoir stoppé l'avancée du convoi et avoir abattu un avion de l'armée à Tabankort, au sud d'Anéfis.

Les affirmations de tous les protagonistes sont difficilement vérifiables dans ces zones reculées. L'accès à des sources indépendantes dans un contexte d'hostilités et de régime militaire est compliqué.

AFP